

[> Toutes les communes](#) > [Quimper](#)

Budget 2020 : les six points qui ont fait débat

YVES MADEC

Publié le 13 décembre 2019 à 17h24

1 VOIR LES COMMENTAIRES



Le budget 2020 de Quimper comprend une dépense de 80 000 € pour les études de l'avant-projet études de rénovation des halles Saint-François. (DR)

Voté jeudi soir, le budget 2020 de Quimper, le dernier du mandat de l'équipe Jolivet, a donné lieu à quelques passes d'armes sur certains thèmes. Morceaux choisis.

1 Les impôts locaux C'est une fierté de l'équipe en place, répétée par l'adjoint aux finances Georges-Philippe Fontaine : il n'y aura pas, cette année encore, de hausse d'impôt à Quimper. « Depuis 2014, les taux de taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et de taxe foncière sur les propriétés non bâties sont stables ». Une affirmation battue en brèche par Piero Rainero (PC) : « Si, vous les avez augmentés avec une tactique, passer par Quimper Bretagne Occidentale. Durant votre mandat, une famille quimpéroise a eu une augmentation de 300 à 500 € ».

2 Les investissements Pour 2020, 18,67 M€ d'investissements sont programmées. Quasiment comme en 2019. On y trouve notamment les crédits d'études pour la rénovation des halles, la piste d'athlétisme ou encore la rénovation du skate park de Créac'h-Gwen. « Ce taux est modéré, c'est raplapla, a jugé Gilbert Gramoulé (PS). En juin, nous avons été classés parmi les communes les moins attractives de France, un sacré décalage avec votre autosatisfaction. Avec la fermeture du Quartier, la fin des rythmes scolaires ou encore la fusion avec le Pays glazik, vous avez rempli une cagnotte. Qu'en avez-vous fait ? », a interrogé l'élu d'opposition, avant de s'en prendre au maire, l'accusant de créer « un climat en rupture avec la tradition de la courtoisie quimpéroise. Un mélange de familiarité et d'intimidation, et parfois une forme de brutalité ».

PUBLICITÉ

RIMOWA



3 Les halles Brigitte Le Cam et Daniel Le Bigot se sont étonnés du lancement des études d'avant-projet pour la rénovation des halles, « sans savoir ce que l'on veut vraiment en faire ». Réponse de Guillaume Menguy, adjoint à l'urbanisme. « Il faut bien enclencher concrètement le projet. Cela représentera 80 000 € de dépenses en 2020, ces études déboucheront sur la rédaction technique du programme de travaux et sur l'appel d'offres pour les travaux. L'équipe suivante aura le choix de reprendre ou pas ce dossier. Mais ce ne serait pas un bon choix pour la Ville que de le reporter ».

4 La place du vélo Autre sujet délicat sur lequel Guillaume Menguy a dû se justifier, les infrastructures pour les deux roues. Daniel Le Bigot a notamment pointé les 170 000 € programmés en 2020 pour les pistes cyclables. « Trop peu. Si on veut rattraper notre retard, on n'y sera pas. Il n'y a aucun plan de développement ». « Il y a du retard, a concédé l'adjoint, mais il date de 30 ans. Nous avons maintenu les budgets. Difficile de rattraper tous les retards alors qu'il y a moins d'argent que quand vous étiez aux affaires. Au rond-point Le Bon, nous avons ce projet d'une voie spécifique, un projet à 230 000 €, ce n'est pas anodin. Après il y a une réalité à prendre en compte, que certains n'entendent pas, Quimper, c'est grand, 85 km² et 435 km de voiries. Difficile de comparer avec Lorient, 13 km², ou Angers, presque autant de voiries mais 150 000 habitants, plus du double de nous ».

5 La place de Kernavélo En marge des discussions sur les deux roues, l'association Kernavélo a de nouveau été évoquée. Une semaine après [la sortie très remarquée](#) de Guillaume Menguy en conseil communautaire, et son refus de leur verser une subvention. Cette fois-ci, c'est le maire qui est monté au créneau. « Nous ne sommes pas anti vélo, il aura une place importante. Mais il ne s'agit pas de faire de grands changements de voirie alors que dans dix ans, la voiture va profondément évoluer avec la fin du moteur thermique. Kernavélo est une vraie fausse association, son attitude est jusqu'au-boutiste. C'est une agitation de propagande, comme le Carepa ou Eau Secours 29. Je ne refuse pas le dialogue, mais ils avancent masqués. Et certains sont au service de listes politiques qui ne sont pas les nôtres ».

6 Police municipale et Arena Deux sujets sur lesquels le maire a été questionné. Si Ludovic Jolivet a trouvé « déplacé » d'évoquer le premier en conseil municipal (« c'est plutôt pour la campagne des municipales, mais oui j'y suis favorable avec la hausse des délits et la baisse des effectifs de police. Armée ou pas armée, ce n'est pas calé, mais tant qu'à faire... »), il a évacué le souci du financement de 30 M€ pour le deuxième. « Le plan transport et le pôle d'échange multimodal, c'était 50 M€. Nous avons bloqué le premier, donc il reste de quoi payer les 30 M€ de la salle Arena ».

Retrouvez **plus d'articles**